



LE MARCHÉ DES JEUX EN FRANCE

Le secteur des jeux en France s'est progressivement structuré autour de **trois pôles** étroitement contrôlés par la puissance publique : le pôle des **paris hippiques** (contrôlé par les ministères chargés de l'Agriculture et du Budget), le pôle des **loteries et des jeux de pronostics sportifs** (contrôlé par le ministère chargé du Budget) et le pôle des **casinos** (contrôlé par le ministère chargé de l'Intérieur).

Cette organisation poursuit **deux objectifs** :

- la **protection de l'ordre public**, à la fois pour garantir aux joueurs une offre de jeu sécurisée et pour lutter contre les risques de fraude et de blanchiment, particulièrement sensibles dans ce secteur ;
- la **protection de l'ordre social**, afin de limiter la dépendance au jeu. Ceci passe par l'interdiction absolue de toute offre de jeux à destination des mineurs, même émancipés, par le contrôle du volume de l'offre de jeux disponible sur le marché (notamment par la limitation du nombre des opérateurs) ainsi que par un contrôle étroit de la nature et des caractéristiques des jeux offerts, afin d'en diminuer le caractère addictif. C'est notamment ce qui explique que la part de revenu disponible consacrée au jeu par les français soit inférieure à la moyenne européenne.

Avec le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, le fort développement du marché des jeux sur Internet en provenance d'opérateurs non autorisés par l'État fragilise l'organisation traditionnelle du secteur des jeux d'argent et de hasard, et ce d'autant plus qu'il ignore les frontières nationales et sectorielles. Il existe environ 25 000 sites de jeux en ligne dans le monde, dont près de 20 % sont francophones. On estime que plus des trois quarts des enjeux misés en France sur Internet le sont sur des sites non autorisés.

Les trois pôles de l'offre de jeu française actuelle

Les paris hippiques sont exploités sous forme de monopole par les sociétés de courses de chevaux ainsi que par une structure commune à ces sociétés : le Pari mutuel urbain (PMU). Le PMU propose 13 types de paris différents, tous sous forme de paris mutuels, sur 16 courses de chevaux quotidiennes en moyenne.

Le montant total des sommes qui ont été engagées dans les paris hippiques en 2008 s'élève à **9 milliards d'euros**. Ces paris peuvent être recueillis par trois moyens distincts : directement sur les hippodromes où se déroulent les courses, à travers le réseau des points de vente du PMU (environ 9 700) ou sur son site Internet.

Une part significative des sommes engagées aux paris hippiques (**0,7 milliard d'euros**) est redistribuée sous forme de prix de courses et d'aides à l'élevage, via les sociétés de courses de chevaux, à une filière équine forte de plus de **62 000 emplois directs**.

.../...



Les loteries et les jeux de pronostics sportifs sont exploités sous forme de monopole par une société d'économie mixte majoritairement détenue par l'État : La Française des Jeux (FDJ). L'offre de jeux de la FDJ est composée de jeux de tirage (Loto, Euro Millions, Kéno et Rapido), de jeux de grattage (Millionnaire, Banco, etc.) et de jeux de pronostics sportifs (Cote et match, Cote et Score).

Le montant total des sommes engagées aux jeux de la FDJ en 2008 s'élève à **9 milliards d'euros**. Ces mises sont recueillies à travers le réseau des points de vente de la FDJ (environ 38 000) ou sur son site Internet.

Les jeux de casinos, enfin, sont exploités dans des locaux spéciaux, distincts et séparés, où l'accès des joueurs est strictement contrôlé.

Le produit brut des jeux de casino (enjeux misés non redistribués aux joueurs et qui reviennent donc aux casinos) s'est élevé à **2,6 milliards d'euros** en 2008.

200 casinos sont actuellement ouverts en France et emploient environ 16 000 personnes, à la fois dans des activités directement liées aux jeux (croupiers par exemple) et dans des activités connexes (restauration par exemple). On les trouve principalement dans des stations balnéaires, thermales et climatiques, mais également dans quelques grandes villes touristiques, de sorte que chacun d'eux dispose d'une zone privilégiée de clientèle. Y sont autorisés de nombreux jeux de table (roulette, blackjack, poker, etc.) ainsi que les machines à sous. Les casinos n'ont pas la possibilité de proposer leurs jeux sur Internet.